



Origine et sortie de crise à Madagascar : que disent les citoyens ordinaires ?

Premiers résultats de l'enquête « *Afrobaromètre 2013* » à Madagascar¹

Juillet 2013

Depuis 2009, Madagascar est enlisée dans une crise d'une longueur inégalée à l'aune de l'histoire du pays et dont personne ne voit l'issue. D'origine politique, cette crise a provoqué des conséquences dramatiques dans les domaines économiques et sociaux. Pour ne prendre qu'un exemple, selon les estimations de la Banque mondiale, 92% des Malgaches vivent dans la pauvreté, faisant de la Grande Ile l'un des pays les plus pauvres du monde.

A ce jour, les nombreuses tentatives de médiation et de sortie de crise, tant internes qu'externes, se sont toutes soldées par des échecs. Les accords péniblement trouvés ont systématiquement été remis en cause et n'ont jamais pu être menés à leur terme. Une des caractéristiques des multiples négociations passées et présentes est qu'elles se sont déroulées au sommet, sans que jamais la base ne soit consultée. En l'absence de consultations électorales (premier moyen d'expression populaire dans les régimes démocratiques) et d'instituts de sondage à large couverture permettant de tâter le pouls de la population, il est impossible de connaître le point de vue des citoyens ordinaires, qui depuis 5 ans se trouvent privés de moyens d'expression du fait de la crise politique.

L'enquête *Afrobaromètre 2013* permet pour la première fois de se faire une idée précise et actualisée de ce que pensent les Malgaches de la situation actuelle. Elle offre la possibilité aux citoyens ordinaires de faire entendre leur voix. Réalisée en mars/avril de cette année sur l'ensemble du territoire national, elle porte sur un échantillon représentatif de l'ensemble des citoyens du pays (adultes de 18 ans et plus). Elle s'inscrit dans le cadre d'un réseau scientifique international qui couvre l'ensemble de l'Afrique : la nouvelle vague d'enquêtes

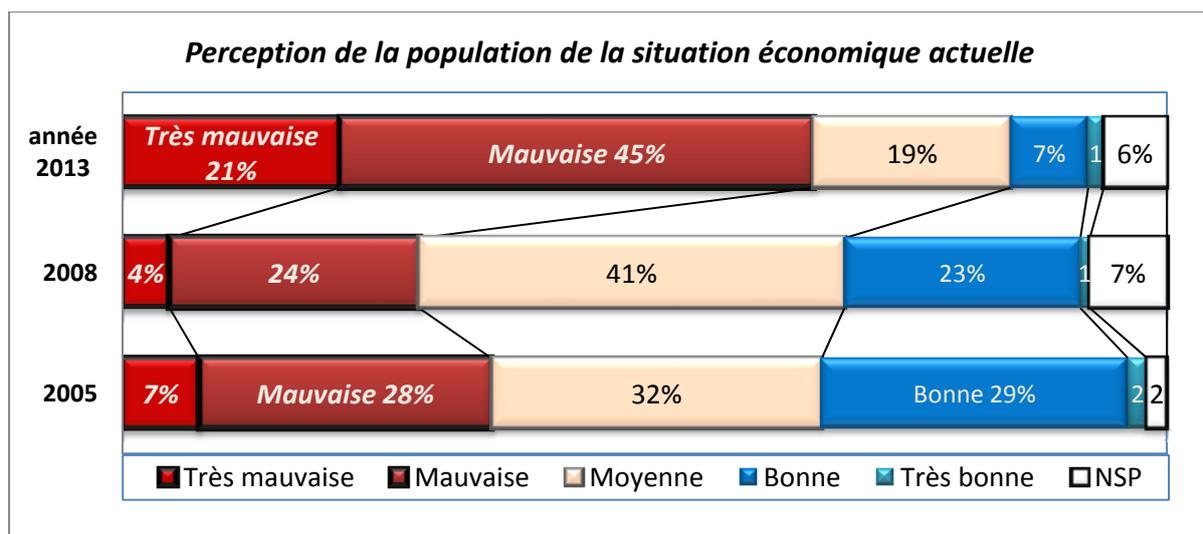
¹ Equipe coordinatrice du projet Afrobaromètre Madagascar : Laetitia Razafimamonjy (COEF Ressources), Mireille Razafindrakoto (DIAL), Désiré Razafindrakoto (COEF Ressources), François Roubaud (DIAL) et Jean-Michel Wachsberger (DIAL et Université de Lille).

2011/2013 a été mise en place dans 35 pays africains. Madagascar a intégré le réseau *Afrobaromètre* en 2005 et l'enquête de 2013 est la troisième conduite dans le pays (après 2005 et 2008). Inscrites dans le cadre d'une initiative de renommée internationale, jouissant d'une crédibilité incontestée, ces enquêtes socio-politiques présentent l'avantage inestimable de l'objectivité. En effet et à la différence d'autres sources d'informations, le réseau *Afrobaromètre* est un réseau de chercheurs, par définition non partisan. Parfaitement comparables, les enquêtes *Afrobaromètre* offrent la possibilité, non seulement de suivre l'évolution de la situation à Madagascar, mais également la mettre en regard avec les autres pays du continent.

I.- Une dégradation massive de la situation économique

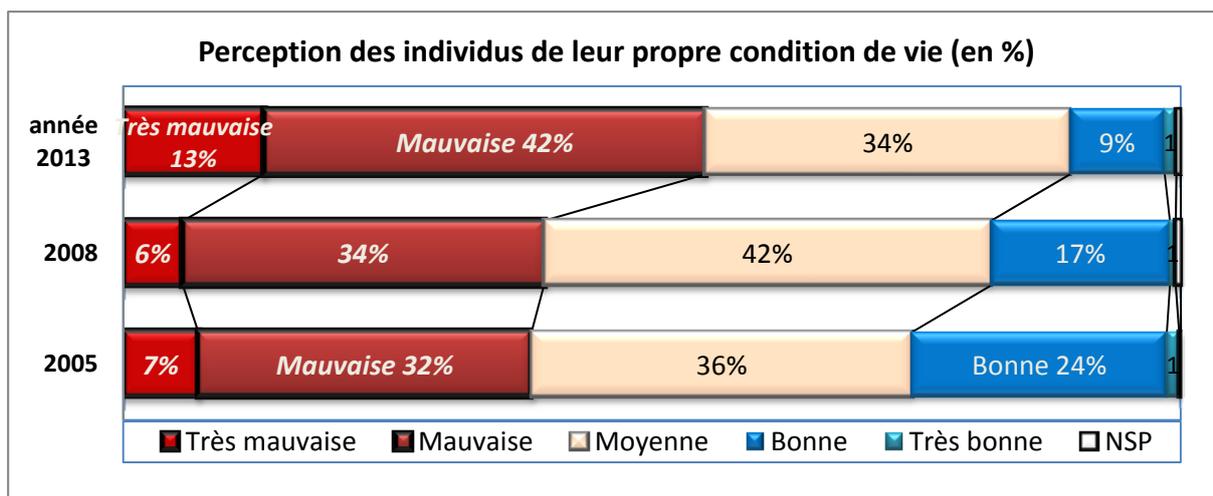
Sur le front économique et social, Madagascar n'a jamais atteint un point aussi bas depuis son Indépendance. Tous les indicateurs sont au rouge et sont convergents. La comparaison des trois dernières vagues des enquêtes *Afrobaromètre* permet d'en prendre la mesure. Les deux tiers (66%) de la population considèrent que la situation économique du pays est soit mauvaise soit très mauvaise. Ils n'étaient que 28% en 2008. A l'inverse, la part de ceux qui déclarent qu'elle est bonne a quasiment disparu : ils ne sont plus que 7%, soit une division par plus de trois en 5 ans.

Figure 1 : une dégradation massive de la situation macroéconomique et des conditions de vie



Sources : Enquête *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2005, 2008 et 2013.

Mode de lecture : En 2005, 7% de la population a répondu que la situation économique est très mauvaise. En 2013, 21% de la population considère que la situation économique est très mauvaise ; NSP : ne sait pas.



Sources : Enquête *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2005, 2008 et 2013.

Mode de lecture : En 2005, 39% des citoyens jugent leur condition de vie mauvaise (7% très mauvaise et 32% mauvaise). En 2013, 55% des citoyens considèrent leur condition de vie mauvaise (13% très mauvaise et 42% mauvaise) ; NSP : ne sait pas.

Cette situation générale catastrophique se traduit directement à l'échelle individuelle. La population n'a jamais autant souffert. A côté du 1% de privilégiés qui jugent très bonnes leurs conditions de vie, 55% des Malgaches déclarent qu'elles sont soit mauvaises soit très mauvaises. Le recul de 24% à 9% de ceux qui déclarent vivre de façon satisfaisante donne une idée de l'appauvrissement des Malgaches, dont aucune catégorie n'est épargnée (urbains comme ruraux, etc.). A tous les niveaux les pénuries (alimentaires, médicaments, eau potable) touchent un nombre croissant de personnes (voir graphique en annexe). A titre d'exemple 70% des Malgaches disent avoir souffert de la faim au cours de l'année (y compris en ville où ils sont maintenant 60%). C'est l'approvisionnement en eau qui semble avoir connu la pire détérioration.

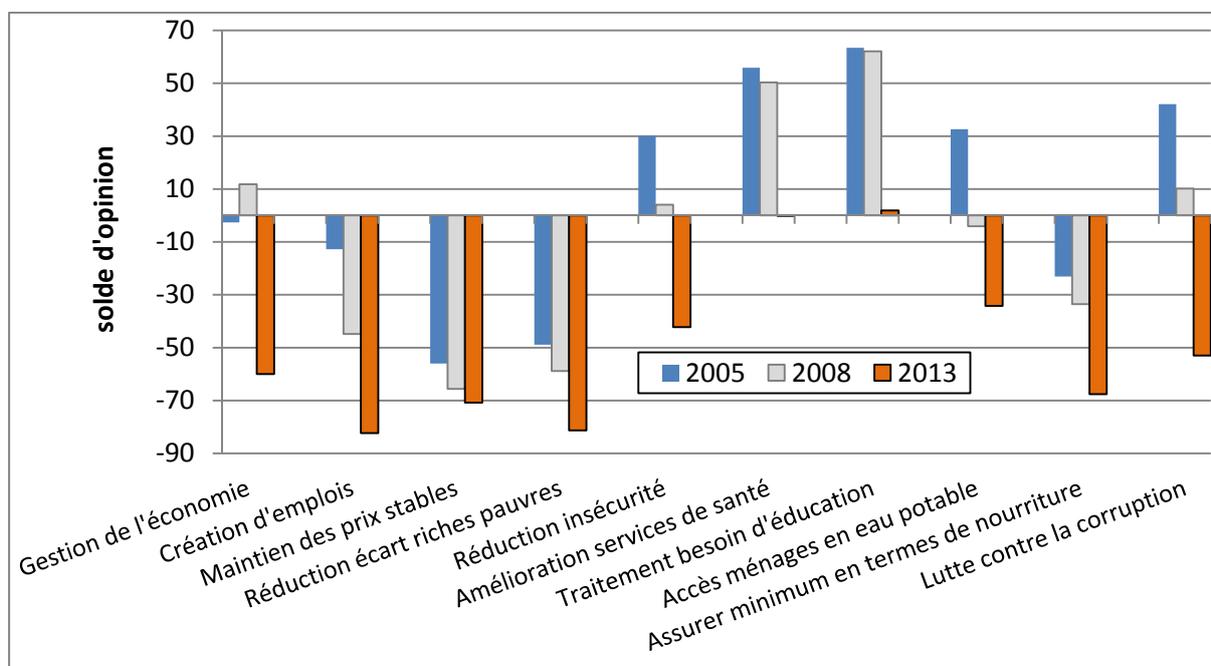
In fine, à l'heure où l'Afrique redémarre et où l'espoir s'installe, Madagascar décroche un peu plus et s'effondre.

II.- Origine de la crise : la mauvaise gouvernance et l'incompétence des dirigeants

Selon la population, la performance du gouvernement actuel est calamiteuse. En termes de politique publique, aucun domaine ne trouve grâce à leurs yeux. Que ce soit en termes de réduction de la pauvreté et d'inégalité, de création d'emplois, de maîtrise de l'inflation ou de lutte contre la corruption, le bilan est massivement négatif (89 % des Malgaches qualifiant ainsi de très mauvaise ou plutôt mauvaise la manière dont le gouvernement s'est

employé à la création d'emploi ou à la réduction du fossé entre riches et pauvres). Maigre consolation : un piètre équilibre s'établit en matière de santé et d'éducation, ce qui signifie qu'il y a autant de satisfaits que de mécontents.

Figure 2 : Perception de la performance des gouvernements 2005-2013



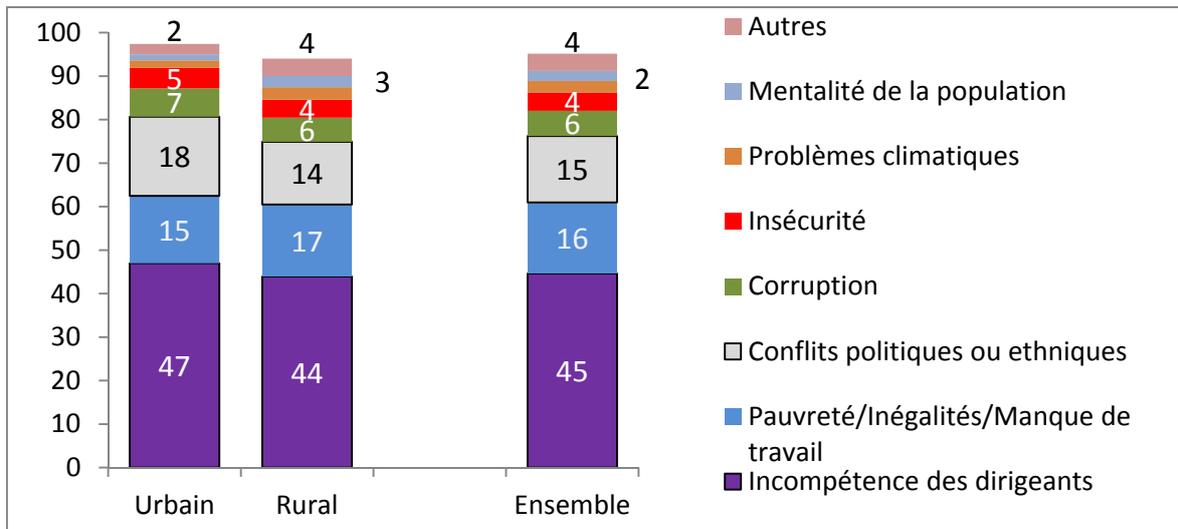
Sources : Enquête Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2005, 2008 et 2013.

Notes pour la lecture du graphique : La question qui a été posée est « Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le Gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? ». Le solde d'opinion est la différence entre le pourcentage de ceux qui ont répondu bien ou très bien et celui de ceux ayant répondu plutôt mal ou très mal. Un chiffre négatif indique donc une plus grande proportion de mécontents, un chiffre positif une plus grande proportion de satisfaits.

Mais si la population juge les dirigeants actuellement en poste avec une extrême sévérité, les précédents n'étaient pas beaucoup mieux appréciés, comme en atteste la figure 2. Dans une perspective de plus long terme, c'est tous les gouvernements qui ont exercé le pouvoir depuis l'Indépendance qui sont condamnés.

Interrogés sur les principales entraves au développement du pays, 45 % des Malgaches citent spontanément en premier lieu l'incompétence des dirigeants politiques et 15 % les conflits politiques, la pauvreté, les inégalités ou le manque d'emplois arrivant très loin derrière. C'est donc l'interprétation politique du blocage malgache qui l'emporte largement sur tous les autres facteurs, économiques, géographiques ou culturels.

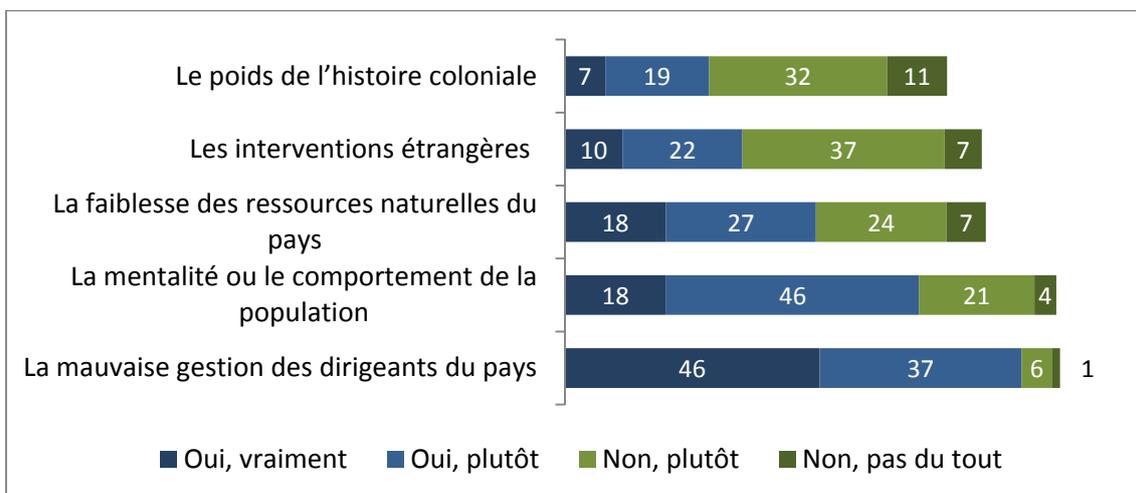
Figure 3 : l'incompétence des dirigeants, principale source de blocage du développement du pays



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2013.

Une seconde question de l'enquête permet de se faire une idée plus ciblée sur les 5 principales causes possibles de mal développement mises en avant par les différentes théories du développement. En conformité avec leurs déclarations précédentes, une très large majorité des Malgaches valident l'idée que la mauvaise gestion des dirigeants est de loin la cause la plus importante de l'échec du pays. Près de la moitié (46 %) en font la cause majeure, très loin devant toutes les autres explications, en particulier celles qui incriminent des causes extérieures (comme la colonisation ou les interventions étrangères - bailleurs de fonds ou entreprises multinationales, etc.).

Figure 4 : la mauvaise gouvernance au centre de l'échec malgache

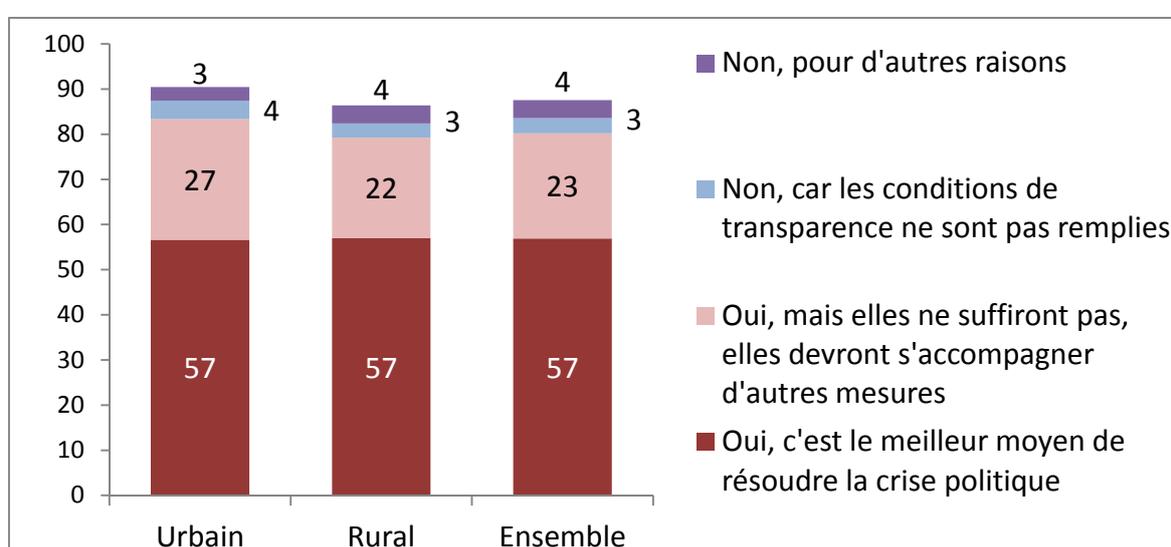


Source : Enquête Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2013.

III.- Sortie de crise : les Malgaches réclament des élections

En dépit de ce jugement très négatif sur les dirigeants passés du pays, les Malgaches comptent très fortement sur les élections présidentielles à venir. L'organisation des élections est pour eux la première condition pour résoudre la crise. Ils sont en effet 80 % à penser cela, 57 % estimant qu'elles seront **le meilleur moyen pour résoudre la crise** et 23 % qu'elles sont **une condition nécessaire** même si elles doivent être aussi accompagnées d'autres mesures.

Figure 5 : Les élections présidentielles : un moyen de résoudre la crise

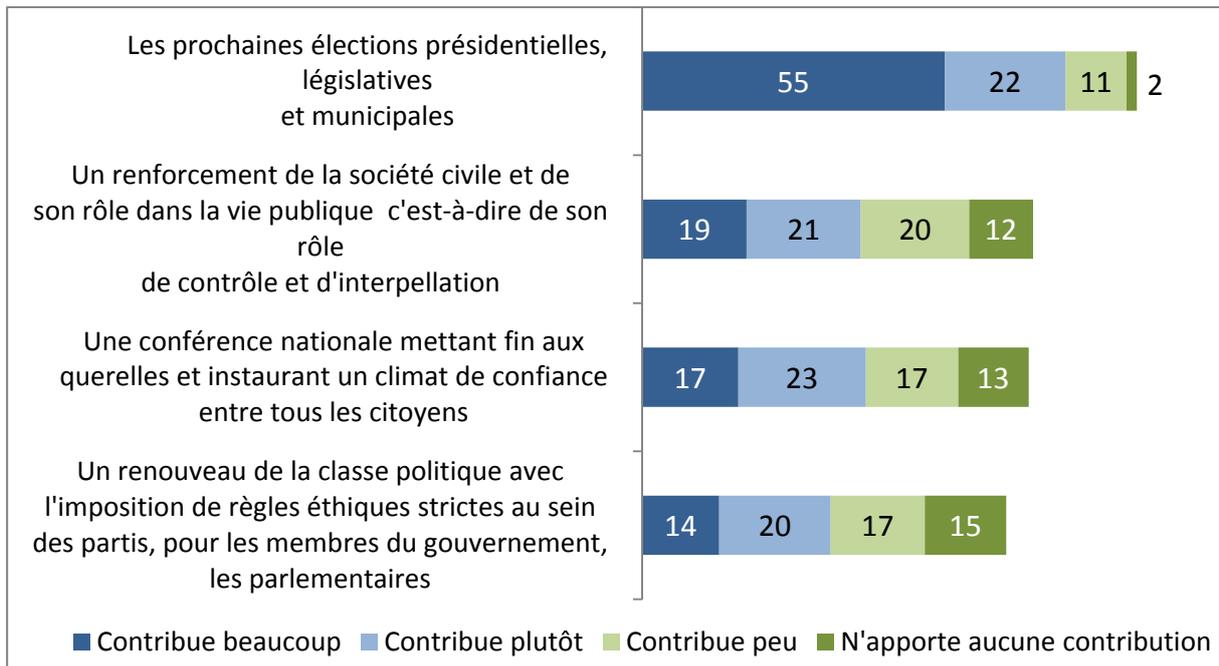


Sources : Enquête *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2013.

Question : Les élections présidentielles prévues en 2013 sont-elles une bonne chose ?

Interrogés plus en détail et plus finement sur certaines mesures propres à apporter une solution à la crise dans le contexte actuel, ils sont encore 77 % à indiquer que les prochaines élections contribueront (beaucoup ou plutôt) à résoudre la crise. Cela semble donc bien constituer pour eux un préalable indispensable à toute sortie de crise, les autres propositions arrivant comme un second temps : 40 % des Malgaches disent ainsi qu'un renforcement de la société civile ou/et une conférence nationale pourrait aider à la sortie de crise, 34 % appelant pour cela à un renouvellement de la classe politique.

Figure 6 : Options pour résoudre la crise et insuffler un élan nouveau à Madagascar



Sources : Enquête *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2005, 2008 et 2013.

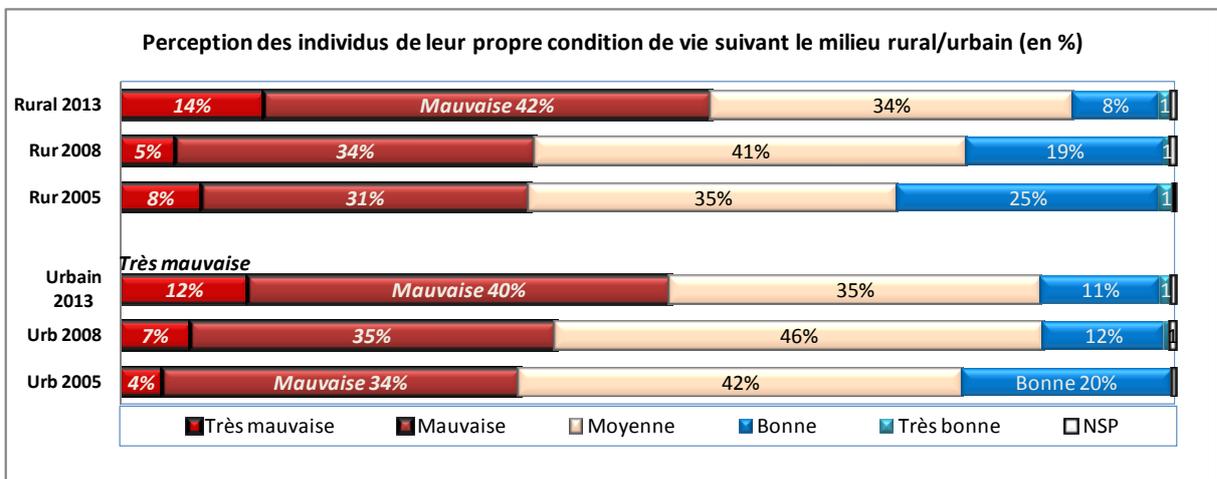
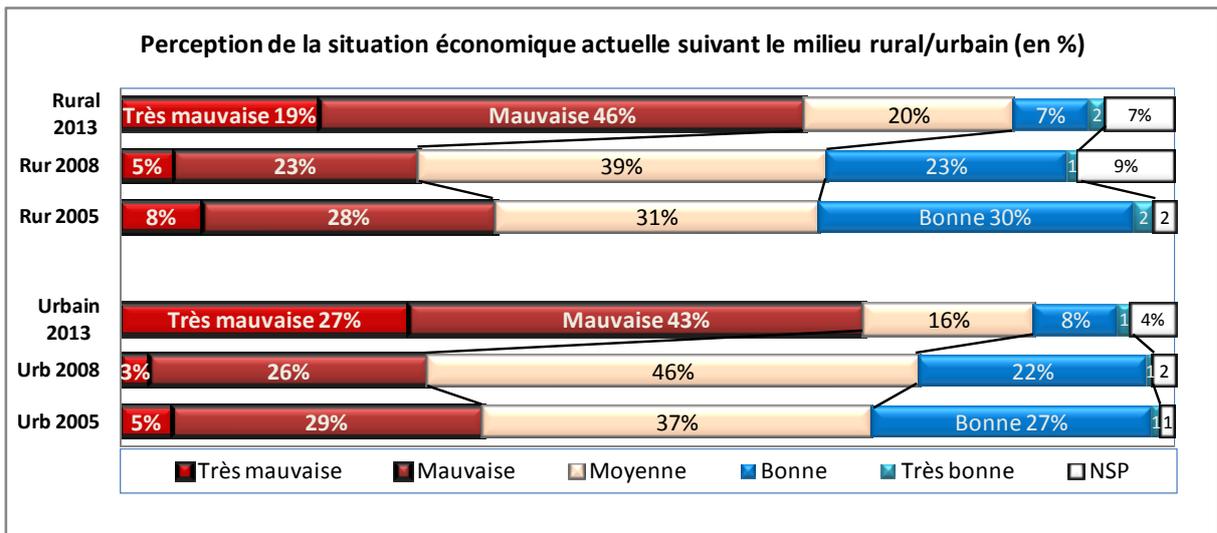
Question : Dans le contexte actuel, dans quelle mesure chacune des options suivantes peut contribuer à résoudre la crise et à insuffler un élan nouveau à Madagascar?

Mode de lecture : 34% de la population pense qu'un renouveau de la classe politique avec l'imposition de règles éthiques strictes contribuera à résoudre la crise et à insuffler un nouvel élan (14% pensent que cela contribuera beaucoup, 20% que cela contribuera plutôt, 17% que cela contribuera peu et 15% que cela ne contribuera pas du tout à résoudre la crise et à insuffler un nouvel élan)

La crise qui sévit depuis 2009 s'est donc traduite par une dégradation sans précédent des conditions de vie des ménages. Interrogés sur les causes de cette crise, les malgaches désignent sans hésiter en premier lieu les problèmes de gouvernance et les conflits politiques. Pour mettre fin au blocage de la situation, et bien que très critiques à l'égard des hommes politiques, ils appellent massivement à la tenue des élections présidentielles.

Annexe

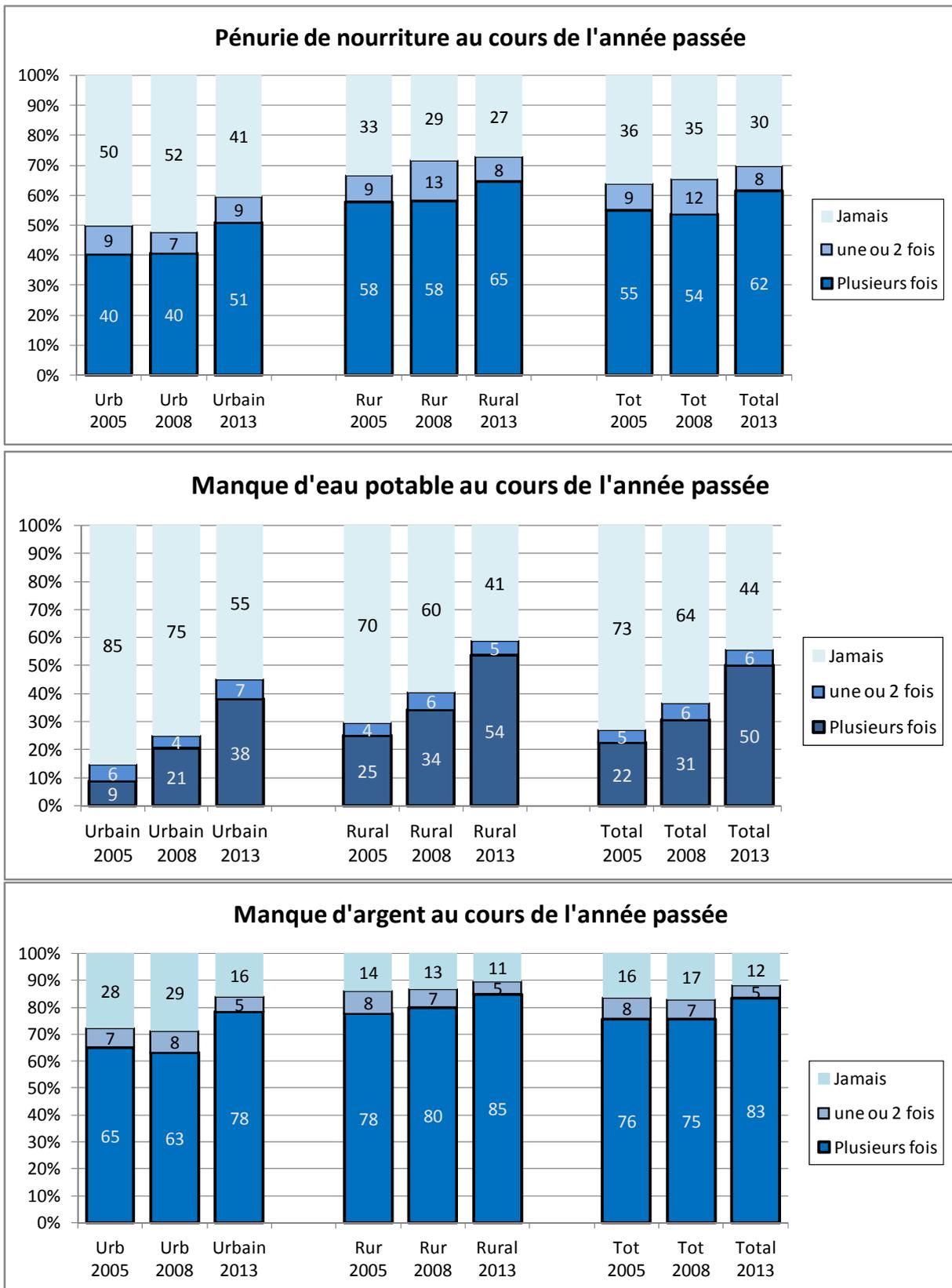
Figure A7 : Une dégradation massive de la situation macroéconomique et des conditions de vie en milieu urbain et rural



Sources : Enquête Afrobaromètre, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2005, 2008 et 2013.

Mode de lecture : En 2005, 39% des habitants du milieu rural jugent leur condition de vie mauvaise (8% très mauvaise et 31% mauvaise). En 2013, 56% des ruraux considèrent leur condition de vie mauvaise (14% très mauvaise et 42% mauvaise) ; NSP : ne sait pas.

Figure A2 : Pourcentage de la population ayant vécu des situations de pénurie



Sources : Enquête *Afrobaromètre*, Coef Ressources/Dial, Madagascar, 2005, 2008 et 2013.

Mode de lecture : 83% de la population malgache a souffert plusieurs fois de manque d'argent au cours des 12 derniers mois ; 70% ont souffert au moins une fois de pénurie de nourriture (62% en ont souffert plusieurs fois).